



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : Mme LOPEZ

☎ 04.91.15.69.33

VL/NZ

N° 2003-318/195-2002 A

Date :	4 4 2003	
N° d'enregistrement :	303750	
Destination	I	II
Directeur		
S.A.G.		
P.I.F.		
Région		
Direction technique		
S.S.H.A.		
S.S.P.A.E.		
I.C.P.E.	X	
A.Q.		
R.S.I.V.		
A.C.M.O.		
Observation :		

ARRÊTÉ

**Autorisant la Société VERT PROVENCE
à exploiter une unité de compostage de déchets verts
à FUVEAU**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR
PREFET DES BOUCHES-DU- RHONE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

VU le Livre V, titre 1, chapitres I et II du code de l'environnement ;

VU le Livre II, titre 1^{er} et notamment les articles L210.1 à L214.16 du code de l'environnement ;

VU le décret n°77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation de bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la demande présentée par la société VERT PROVENCE à FUVEAU en vue d'être autorisée à exploiter une unité de fabrication et de stockage de supports de culture à partir de matières organiques végétales ;

VU l'arrêté n°2003-052/2002-195 A du 14 février 2003 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique en mairies de Fuveau, Châteauneuf le Rouge, Rousset et Peynier ;

VU les avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date des 13 mars 2003 et 23 Septembre 2003 ;

VU l'attestation du maire de Châteauneuf le Rouge en date du 15 mars 2003 ;

VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales des Bouches du Rhône en date du 11 avril 2003 ;

VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Fuveau en date du 24 avril 2003 ;

VU l'attestation du maire de Peynier en date du 7 mai 2003 ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Équipement en date du 22 mai 2003 ;

VU l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de secours des Bouches du Rhône en date des 16 juin et 9 juillet 2003 ;

VU l'avis du Commissaire enquêteur en date du 5 juin 2003 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 25 septembre 2003

VU le rapport du Directeur Départemental des Services Vétérinaires en date du 2 septembre 2003 ;

CONSIDERANT que les nuisances engendrées par l'activité ne sont pas de nature à faire obstacle à la délivrance de l'autorisation ;

CONSIDERANT en effet que les prescriptions ci-après définies sont de nature à prévenir efficacement les pollutions et les risques susceptibles d'être générés par cet établissement,

CONSIDERANT que le site d'implantation retenu est situé dans une zone d'économie agricole et en bordure de voies à grande circulation (autoroute A8, A52 et CD 6),

CONSIDERANT que l'autorisation demandée peut être ainsi accordée suivant les conditions et règles d'exploitation ci-après définies,

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La société VERT PROVENCE – CD6 – La Barque – 13710 FUYEAU est autorisée, aux conditions suivantes et en conformité des plans et descriptions produits au dossier de demande d'autorisation, à installer et à exploiter une unité de fabrication et de stockage de supports de culture à partir de matières organiques végétales.

<u>Nature de l'activité :</u>	Broyage et compostage de déchets verts uniquement. Fabrication de supports de culture avec ajout de terre végétale, tourbe et fumier de cheval.
--------------------------------------	--

ACTIVITES	N° rubrique	Classement	Activité VERT PROVENCE
Fabrication d'engrais et de supports de culture > 10t/j	2170	Autorisation	100 tonnes/jour
Dépôts de fumiers, engrais, et supports de culture > 200m ³	2171	Déclaration	> 200m ³
Broyage, concassage, criblage, ensachage, tamisage, mélange de substances végétales et de produits organiques naturels > 200 Kw	2260	Autorisation	534 kw

ARTICLE 2 :

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

ARTICLE 3 :

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation, en précisant les effets prévisibles sur les personnes et l'environnement. L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis à l'inspection des installations classées dans un délai défini par elle.

ARTICLE 4 :

Si l'exploitation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

ARTICLE 5 :

Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, l'exploitant doit en informer le Préfet au moins un mois avant l'arrêté définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prises ou envisagées.

ARTICLE 6 :

Les installations ne doivent pas être surmontées de locaux occupés par des tiers ou habitées, excepté le logement de fonction du gardien contigu aux locaux administratifs.

ARTICLE 7 : Exploitation - entretien

7.1 Surveillance de l'exploitation :

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

7.2 Connaissance des produits - étiquetage :

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractère très lisible le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

7.3 propreté :

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

7.4 Registre entrée/sortie (s)

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

7.5 Vérification périodique des installations électriques :

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, puis tous les trois ans au moins, par une personne compétente.

7.6 Interdiction des feux

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en limite de zone en caractères apparents.

7.7 Permis de feu

Dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, tous les travaux de réparation ou d'aménagement nécessitant l'emploi d'une flamme ou d'une source chaude ne peuvent être effectués qu'après la délivrance d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le permis de feu et la consigne particulière doivent être établis par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de feu et la consigne particulière peuvent être établis soit par l'exploitant, soit par l'entreprise extérieure, mais doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée.

ARTICLE 8 : Exploitation du stockage et de la distribution des liquides inflammables

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves) doivent être mis à la terre conformément aux normes applicables, compte tenu de la nature explosive ou inflammable des produits. La cuve de fuel de 6000 litres enterrée doit avoir une double enveloppe et celle de gasoil aérienne de 5000 litres, une rétention.

ARTICLE 9 : Protection contre la foudre

L'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées est applicable.

Des liaisons équipotentielle sont établies entre tous les appareillages métalliques ainsi que les charpentes métalliques et les mises à la terre.

Les structures métalliques et armatures métalliques, dans le cas des bâtiments, sont reliées à la terre.

ARTICLE 10 : Matériel électrique de sécurité

Lorsqu'une atmosphère explosible est susceptible d'apparaître, notamment en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre, stockées, utilisées, produites ou pouvant apparaître au cours des opérations, l'exploitant doit définir, sous sa responsabilité, les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosibles de façon permanente ou épisodique.

Dans les zones ainsi définies, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation ; elles doivent être entièrement constituées de matériel utilisable dans les atmosphères explosibles ; les canalisations ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la zone en cause.

ARTICLE 11 : Prévention des risques incendie

11.1 : Généralités

L'exploitant établira les consignes de sécurité que le personnel devra respecter, ainsi que les mesures à prendre : évacuation, arrêt, etc. en cas d'incident grave ou d'accident.

Ces consignes seront portées à la connaissance du personnel intéressé et affichées à l'intérieur de l'installation dans des lieux régulièrement fréquentés par le personnel.

Des rappels fréquents de ces consignes seront assurés par un instructeur compétent.

L'exploitant sera tenu de déclarer sans délai à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er du Code de l'Environnement.

Les bâtiments et aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils seront desservis, sur au moins la façade principale, par voie-engin.

En cas de sinistre, des panneaux balisent toutes les sorties et issues de secours pour l'évacuation du site.

L'exploitant est tenu d'assurer la formation du personnel contre les risques d'incendie au moins une fois par an.

11.2 : Incendie

L'établissement sera équipé d'un poteau incendie de 100 m³/h, de 2 bornes incendie de 30 m³/h et d'une quinzaine d'extincteurs.

Une rampe de canons à eau est installée tout autour de l'andain, au nord du site.

Pendant les mois d'été, l'andain sera arrosé plusieurs fois par jour et les déchets verts non broyés ne devront pas rester en l'état plus d'une semaine. Une réserve d'eau de 120 m³ au moins sera maintenue en permanence dans les sous-sols de la champignonnière. Un puisard d'aspiration devra être prévu et être conforme au référentiel pour le dimensionnement des besoins en eau du SDIS 13.

Les andains non broyés sont éloignés de la CD6 d'environ 50 mètres. Une séparation physique de 4 à 5 mètres sera créée dans l'andain au nord du site.

11.3 : Prévention des risques inondations

Un muret de 80 cm de hauteur est construit en bordure du Vallat et est prolongé par un talus compacté de terre de 1 m de large environ. Ils protègent le Vallat de la Foux des Rouves contre des éventuelles inondations ou contre des rejets d'eaux de fermentation du compost.

L'exploitant est tenu de débroussailler et d'entretenir la berge gauche du Vallat.

ARTICLE 12 : Sécurité

12.1 Protection individuelle

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et de l'atelier d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement (au moins une fois par an). Le personnel doit être familiarisé à l'emploi de ces matériels.

12.2 Consignes de sécurité (s)

Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones prévues au point 14.4.
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7.
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie.
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
- les procédures d'arrêt d'urgence (électricité, réseaux de fluides).

12.3 Consignes d'exploitation (s)

Les opérations dangereuses (manipulations, fabrication de produits dangereux, ...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires,
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées,
- les instructions de maintenance et de nettoyage,
- le maintien dans l'atelier de fabrication de la quantité de matières nécessaires au fonctionnement de l'installation.

ARTICLE 13 : Alimentation en eau

13.1 Eau du réseau public :

Les volumes d'eau potable venant du réseau de distribution du canal de Provence seront mesurés par le compteur dont est équipé le branchement de l'établissement. Ils seront relevés régulièrement et les chiffres et les dates des relevés seront consignés dans un registre ou portés sur tout autre support d'information (bande enregistreuse), qui devra être présenté, à sa demande, à l'inspecteur des Installations Classées.

La société VERT PROVENCE utilise également l'eau du canal de Provence pour les usages ménagers du personnel.

ARTICLE 14 : les rejets liquides

14.1 : Eaux usées

Les eaux usées en provenance des sanitaires sont collectées et traitées dans une fosse septique.

14.2 : Eaux pluviales

Les eaux pluviales non polluées seront collectées et rejetées dans le milieu naturel.

14.3 : Eaux d'incendie

La récupération des eaux d'extinction d'un incendie se fera dans le dénivelé étanche de 1523 m3 réservé également à la retenue des eaux pluviales. Une fois stockées, ces eaux d'incendie seront réutilisées dans le process pour l'arrosage des andains.

ARTICLE 15 : Prévention des odeurs

L'exploitant prendra toutes les précautions nécessaires, pour que les nuisances dues aux odeurs soient réduites au maximum.

ARTICLE 16 : Prévention des bruits

Valeurs limites de bruit

L'installation devra être équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Lorsque le niveau de bruit ambiant, incluant le bruit de l'installation, est supérieur à 35 dB (A), les bruits émis par l'installation ne doivent pas être à l'origine d'une émergence supérieure à :

- 5 dB (A) pour la période allant de 8h à 22h sauf dimanche et jours fériés
- 3 dB (A) pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence due aux bruits générés par l'installation devra rester inférieure à la valeur fixée ci-dessus en tous points de l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cours, jardins, terrasses, ...) de ces mêmes locaux.

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit.

Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, l'ensemble des bruits émis par ces installations devra respecter les valeurs limites ci-dessus.

1 - Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 et de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatifs aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement lui sont applicables.

2 - Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier du décret du 18 avril 1969).

3 - L'usage de tous les appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc....) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

4 - Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété de l'établissement

Type de zone (industrielle)	Niveaux limites admissibles de bruit en dB (A)	
	Jour	Nuit
Zone à terme correctif Cz + 25 dB (A)	70 dB (A)	60 dB (A)

5 - L'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

6 - L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 17 : Elimination des déchets

L'ensemble des déchets produits dans l'établissement devra être traité dans une installation autorisée dans les conditions fixées par la loi 76.663 du 19 juillet 1976.

17.1 : Récupération - Recyclage

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées.

Les ordures ménagères sont ramassées par le service de la voirie.

17.2 : Déchets banals

Les déchets banals des refus de triage (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc..) sont stockés dans une benne et ensuite dirigés vers un établissement autorisé.

Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette obligation ne s'applique pas aux producteurs de déchets dont le volume hebdomadaire de déchets est inférieur à 1100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes (décret 94.609 du 13 juillet 1994).

ARTICLE 18 :

L'exploitant devra en outre se conformer aux dispositions :

- a) du livre II, titre III du code du travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- b) du décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) du décret du 14 novembre 1988 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

ARTICLE 19 :

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'inspection des services d'Incendie et de Secours, de l'inspection des Installations Classées, de l'inspection du Travail et des services de la Police de l'Eau.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 rend nécessaire ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue, conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas ouvert dans un délai de 3 ans à dater de la notification du présent arrêté ou s'il n'est pas exploité pendant 2 années consécutives.

ARTICLE 20 :

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de demander toutes les autorisations administratives prévues par les textes autres que la loi du 19 juillet 1976.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 21 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 22 :

Le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches du Rhône,

Le Sous Préfet d'Aix en Provence,

Le Maire de Fuveau,

Le Maire de Rousset,

Le Maire de Châteauneuf le Rouge,

Le Maire de Peynier,

Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,

Le Commandant du Centre Principal de Secours de Gardanne,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

Le Directeur Départemental des Services Vétérinaires, ✕

Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,

Le Directeur Départemental de l'Equipeement,

Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

Le Directeur des Services d'Incendie et de Secours de Marseille,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera affiché et un avis publié, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret N°77.1133 du 21 septembre 1977 modifié.

Marseille, le

24 OCT 2003



Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Emmanuel BERTHIER